



## Mafias et État : Entre ambivalence et ambiguïtés, une géopolitique de la complexité

cahier de la pensée mili-Terre

Le Chef de bataillon Emmanuel de CONDÉ

publié le 03/09/2018

Histoire & stratégie

**À la journaliste française Marcelle Padovani qui l'interrogeait au début des années quatre-vingt-dix, le plus célèbre parmi les juges anti-mafia, Giovanni Falcone, répondit: «Je suis simplement un serviteur de l'État en terra infedilium [1]». Au-delà de l'illustration d'un échec et d'un immobilisme, reflets d'une situation inchangée depuis plus d'un siècle, c'est bien la relation des mafias au territoire, détaché du lien national, qui est ici évoquée.**

[1] «Sono semplicemente un servitore dello Stato in terra infedilium» in «L'Italia del tempo presente – Famiglia, società civile, Stato 1980-1996» de Paul Ginsborg, éd. Einaudi, Torino 1998

Vaste par définition, la question des mafias et de la criminalité transnationale mérite une approche d'envergure géopolitique[1] qui, si elle analyse plus précisément la relation des objets étudiés à l'espace et au contrôle d'un territoire, affine également la nature du lien et de l'antagonisme, sur cette même base territoriale, avec l'État.

La question suppose en outre une approche renouvelée de la dimension socio-économique mafieuse que l'on peut appréhender à travers le «paradigme de la complexité» développé par les études italiennes les plus récentes et qui a le mérite de s'appliquer dans sa globalité, et à partir d'une modélisation tirée de la mafia sicilienne, à d'autres types de mafias.

Ainsi nous intéresserons-nous à travers le choix arbitraire de l'exemple italien, aux questions d'ordre historique, sociétal et anthropologique que soulève la relation des mafias à l'État et ses conséquences géopolitiques internes.

### État et mafias: deux pouvoirs en concurrence

Le rapport entre mafia et État demeure en effet une question première. Il prend en Italie du sud une dimension particulière tant la prégnance mafieuse est forte au sein de la société. On estime en effet que si la lutte face aux mafias n'est pas négociable et doit

rester une constante politique, leur éradication complète semble malgré tout impossible sous peine de détruire le tissu social et la géographie humaine des régions touchées, Sicile et Campanie en premier lieu.

Nous sommes en effet en présence d'un phénomène de violence, considéré comme la plus grave des tragédies du Mezzogiorno, responsable chaque année de près de deux mille victimes et surtout, en confrontation permanente avec un État souvent humilié et pointé du doigt pour ses faiblesses. De cette lutte dépend en outre la capacité des mafias méridionales à étendre leur contrôle sur toute la botte italienne.

A ce titre, la confrontation entre la mafia sicilienne et la camorra napolitaine apporte un éclairage particulièrement intéressant.

Au demeurant similaires, mafia et camorra se caractérisent par une même immoralité dans la relation du clan à la société et, par-là même, participent d'une logique criminelle identique s'arrogeant le pouvoir anonyme d'entreprendre tout type de délit et de transformer dans le même temps le délit en pouvoir.

Enfin, les objectifs apparaissent également semblables: la conquête passive, sans autre alternative que l'hypothèse de la mort, d'une part toujours plus vaste de l'économie d'un territoire et en particulier l'économie émergente, les marchés les plus florissants, et les activités les plus lucratives, qu'elle soit sous couvert de la loi (grands ensembles immobiliers ou circuits commerciaux) ou hors-la-loi (contrebande et prostitution).

Pourtant, la réalité de ces deux phénomènes criminels, au-delà des alliances historiques occasionnelles ou des complicités contingentes, trahit de profondes différences que leurs genèses respectives mettent en exergue.

- «Cosa Nostra» ou l'État absent

La mafia se forme en Sicile, une île marquée par le sceau de la violence et des conquêtes pendant trois mille ans et qui, en dépit des rébellions, au gré des invasions, contre le pouvoir dominant, en dépit des guerres et des révolutions mais aussi de l'épanouissement d'une culture propre, toutes entreprises et réactions destinées à acquérir une dignité de nation, n'est jamais parvenue à une véritable construction nationale. Ainsi, par principe, l'État est-il devenu synonyme d'une altérité, étrangère à la Sicile et conquérante. Il y a là une identification historique de l'État, tout à fait originale, considéré l'ennemi, apte seulement à causer des dommages: taxes, dîmes, enrôlements forcés, confiscation de biens et alors que, durant l'époque moderne, ni l'unité italienne, ni la faillite des politiques gouvernementales du Mezzogiorno de l'après-guerre, n'ont contribué à la certitude d'un État présent et solidaire. Pire, la deuxième moitié du XX<sup>ème</sup> siècle a confirmé ce sentiment de solitude, typiquement sicilien, devant la multiplication de faits et événements politiques au cours desquels la capitale de l'île, Palerme, apparut comme une colonie du pouvoir romain: l'échec de la Caisse pour le Mezzogiorno, le bluff des grandes œuvres publiques jamais réalisées, la collusion ouverte entre chefs mafieux et représentants politiques qui mirent à sac, divisèrent[2] et distribuèrent pouvoir et richesses économiques et enfin la crise effrayante de la justice ponctuée d'homicides et d'intimidations permanentes.

Ce faisceau d'éléments a alors contribué à la sensation d'un État absent favorisant par-là même la solitude du sicilien et son acceptation tacite de la mafia.

Ainsi, en Sicile, la mafia, c'est-à-dire une immense, obscure et tragique force criminelle naît en substitution de l'État, afin de déterminer des lois propres en lieu et place de celles

de ce dernier, dans le but d'imposer un ordre, aussi barbare soit-il, qui soit une règle de vie. Et si l'État se dresse, la mafia n'hésite pas à l'abattre[3], et si quelqu'un essaye légitimement d'incarner au nom de l'État, la loi et la justice, elle le corrompt et le gagne à sa cause; en cas contraire, elle le tue.

Il s'agit là d'une donnée historique et culturelle tragique mais qu'il est, pour de nombreux auteurs, impératif de reconnaître afin d'admettre la part historique de légitimation du système mafieux dans sa matrice originelle, la Sicile. Et il y a surtout là l'idée, confirmée tout au long de l'époque contemporaine, d'une substitution de l'État par la mafia qui explique ainsi également son aptitude à occuper et contrôler un territoire.

- La «Camorra» ou l'État dépassé

À Naples également, où au cours des derniers siècles, d'abord les Espagnols, puis les Français, ensuite les Bourbons et enfin les Piémontais ont imposé la présence obsessionnelle d'un État qui cherchait à gouverner également dans les habitudes et l'âme des Napolitains, celui-ci est davantage devenu un symbole de joug répressif que de concorde politique et sociale.

Néanmoins, la camorra n'est pas le résultat d'un déterminisme historique et n'en possède donc ni l'expérience tragique, ni la grandeur et la cruauté. Il s'agit davantage d'un produit humain de la misère, d'un mode de survie dramatique qui cherche à se rebeller face à un État prévaricateur et, dans l'impossibilité de choisir la révolte armée, essaye de s'insinuer au sein de ce même État et de le conquérir de l'intérieur. C'est à ce titre une entreprise d'érosion quasiment invisible qui commence nécessairement du bas et implique presque toute la collectivité.

En substance, la Sicile s'apparente depuis des millénaires à une nation sans État tandis qu'à Naples, l'État a su en revanche prendre le dessus, allant jusqu'à écraser la nation, s'attachant à s'approprier chacune de ses activités, de ses idées et en définitive de la collectivité et du sentiment national napolitain.

À ce stade de la comparaison, la relation au territoire devient un facteur d'analyse à son tour pertinent. Si le Sicilien a vécu dans un espace de solitude au sein duquel les villes n'étaient que des bastions d'inimitiés, le Napolitain a vécu lui dans le cadre, prestigieux mais étriqué, d'une seule et même ville qui fut sa seule nation mais également sa prison.

Ainsi, longtemps et avant qu'elle ne descende en ville au cours des années cinquante, la mafia sicilienne fut une organisation rurale tournée vers la défense des latifundiaires face aux grands agrariens, assurant l'ordre dans les campagnes délaissées par l'État tandis qu'à Naples, le contrôle du territoire conduit par la Camorra s'est attaché, avec le soutien d'une classe dirigeante corrompue, à contrôler les quartiers urbains.

Dans les deux cas de figure, on retrouve bien en dernière analyse, la capacité mafieuse à contester l'autorité et la présence de l'État sur son propre territoire avec, pour mode d'action premier, l'emploi de la violence.

### **La violence mafieuse: une contestation revendiquée de l'autorité de l'État**

Parmi les spécificités essentielles dans la relation qu'entretient la mafia avec l'État, il convient d'évoquer sa non-reconnaissance du monopole public, exclusif et légitime de la violence que lui confère au contraire le propre usage qu'elle en fait à des fins privées.

Cette vision comprend l'idée qu'il est justement légitime, voire méritoire de se faire justice sans avoir recours à l'État.

L'étude des formes plus graves de violence mafieuse passe toutefois par un préalable essentiel. L'homicide mafieux, loin d'être le fruit d'un instinct sanguinaire ou incontrôlé, participe véritablement d'un projet. Il est donc animé d'une logique stratégique fondée sur les traits suivants:

- un moyen d'expression de la concurrence entre clans et entre mafieux;
- l'instrument principal ou du moins l'un des plus déterminants dans la conquête du pouvoir interne au clan ou externe;
- un mode de facilitation du contrôle des activités légales ou illégales;
- une modalité d'intervention, à la fois dans le cadre social et politique et tournée contre lui.

L'usage et la culture de la violence au nom de laquelle l'homicide n'est pas un délit[4] mais une peine prévue du reste par la formule du serment au code mafieux[5], constituent l'un des piliers sur lesquels repose le double jeu de la mafia vis-à-vis de l'État.

Si, d'une part, cette violence est hors et contre l'État, se fondant sur son propre code pénal et sur une interprétation personnelle de la justice, sans reconnaissance donc de la fonction répressive et juridictionnelle de l'État, elle est également et d'autre part dans et avec l'État, que ce soit au titre de ses activités économiques, qui le plus souvent réclament le recours aux institutions, ou au titre de son rôle politique.

### **Une approche globale pertinente: le «paradigme de la complexité»**

Le paradigme de la complexité proposé par le Centro Impastato et son programme de recherche «Mafia e società» aborde l'analyse de la mafia à travers la complexité et la polymorphie du phénomène. Il a donné lieu à l'hypothèse de définition suivante:

«La mafia est un ensemble d'organisations criminelles - parmi lesquelles la plus importante, mais non la seule est Cosa Nostra -, qui agissent à l'intérieur d'un cadre relationnel vaste et ramifié. Ces organisations configurent un système de violence et d'illégalité dont la finalité est l'accumulation du capital ainsi que l'acquisition et la gestion de positions de pouvoirs, et qui se prévaut d'un code culturel et jouit d'un certain consensus social»[6]

Ainsi le phénomène mafieux est-il considéré comme le produit d'un faisceau de composantes, criminelles, sociales, économiques, politiques et culturelles dont l'isolement d'un seul élément dénaturerait et réduirait l'objectivité de l'ensemble. Les mafias apparaissent à cet égard la résultante du rapport interactif de tous ces aspects et c'est de cette interactivité qu'il faut tirer, comme pour tout phénomène complexe rétif aux méthodes de focalisation, une analyse qui se veuille la plus exhaustive possible.

D'emblée, cette hypothèse oblige à une considération concrète et sociale, loin de toute mythification déjà évoquée. Elle permet par exemple de se détacher du paradigme aujourd'hui dépassé «protecteurs-protégés» mais au contraire de présenter un bloc social composite avec ses intérêts, ses dynamiques et ses propres clefs de lecture.

A titre d'exemple, la recherche s'est souvent interrogée sur la réalité mafieuse,

considérée tour à tour industrie et institution sans jamais toutefois associer les deux dimensions. Le paradigme de la complexité ne pose pas d'alternative mais considère au contraire la mafia sous les deux aspects.

Se pose également la question binaire de la mafia vue comme organisation ou attitude comportementale, très souvent tranchée par les auteurs comme l'expression d'un comportement, alors que l'approche complexe comprend dans un même ensemble la dimension organisationnelle et l'attitude, les structures hiérarchiques et le code culturel, ce dernier allant bien au-delà des seuls affiliés.

Enfin, le contexte relationnel et économique décrit également une réalité mafieuse complexe ou le bloc social se définit par sa nature interclasses avec, aux deux extrémités, vers le bas des strates sous-prolétaires et prolétaires aux agissements illicites et licites, à la périphérie des grands centres économiques, et vers le haut, du personnel politique et administratif lié au monde mafieux et impliqué dans une corruption publique ou privée générant des sommes considérables et au cœur de l'économie nationale ou transnationale.

Au sein d'un tel bloc, le poids de chacune des composantes n'est évidemment pas le même, la fonction dominante étant exercée par des sujets légaux ou illégaux, riches et puissants (chefs de clans, politiques, administrateurs, entrepreneurs, professionnels) que l'on peut définir comme une «bourgeoisie mafieuse»[7], ce qui permet d'élargir là aussi le spectre, loin de la seule image tendancielle de l'entrepreneur mafieux[8].

Au-delà de toute récupération idéologique, le concept n'exclut pas la dimension criminelle, analysée dans toutes ses implications organisatrices mais surtout relie cette dernière à un cadre complexe de relations sociales. Ainsi, permet-il de définir un «pacte scélérat» entre mafia et pouvoir légitime, entre mafia et institutions politiques et économiques. Comment du reste la mafia pourrait-elle s'affirmer sans la contribution d'une série de figures sociales qui, sans être directement affiliées à Cosa Nostra, lui sont pourtant reliées d'une façon ou d'une autre?

L'analyse fondée sur le concept de bourgeoisie mafieuse réclame alors une très grande précision dans l'individualisation des groupes mafieux et des articulations des systèmes relationnels liant les nombreux sujets. Elle suppose aussi à terme l'élaboration de politiques qui visent à prévenir et à réprimer les activités mafieuses ainsi qu'à déconstruire le bloc social interclasses cimenté par la bourgeoisie mafieuse et sous l'emprise de son hégémonie.

Toutefois, au bilan, cette démonstration met également en lumière la relation à double sens qui occupe dès lors le terrain du social et du politique, depuis le milieu local direct jusqu'aux sphères de décision. En effet, «si le mafieux joue un rôle de médiateur entre société locale et politique, il semble en revanche qu'entre le mafieux et les institutions d'État, ce soit au politique à servir de médiateur»[9].

Il y a donc là, au-delà d'une répartition des tâches et d'un partage du pouvoir qui ne dit pas son nom, l'illustration d'une occupation du territoire, au premier échelon, du quartier ou du canton, pris de force ou délaissé et qui confère aux mafias cette tradition d'ancrage et de présence indispensable à leur puissance et à leur assise géopolitique.

[1] La Convention internationale sur la criminalité internationale signée à Palerme en 2000 a permis l'émergence d'une approche nouvelle et résolument géopolitique de la question mafieuse, sous l'angle du contrôle du territoire et de la conquête d'une seigneurie.

[2] La pratique de la *lottizzazione* (répartition de lots) - terme dont l'usage à caractère politique et connotation négative fut inventé par l'écrivain et journaliste Alberto [Ronchey](#) en 1974 dans son livre «Accadde in Italia: 1968-1973» (Ça arrive en Italie : 1968-1973) - est une

constante politique de l'Italie d'après-guerre, les grands partis, Démocratie Chrétienne en tête, au pouvoir pendant près de cinquante ans, ainsi que socialistes et communistes se partageant la direction des grandes entreprises publiques et une part de leurs bénéfices. La connotation négative est liée à l'absence de critères objectifs de mérite ou de bonne gouvernance dans la répartition des prises en charge mais au contraire à son caractère népotiste et partisan.

[3] Scaglione, Terranova, Costa, Ciaccio Montalto, furent quatre hauts magistrats tués impunément au cours des années soixante-dix avant que, face aux premières réactions d'envergure de l'État et à l'emploi de la force et de la coercition militaire et juridique (opérations militaires des années 80 et 90 «Vépres siciliennes»), la mafia ne réagisse avec une détermination renouvelée. Le général Carlo Alberto dalla Chiesa, nommé préfet, fut tué à Palerme le 3 septembre 1982. Dix ans plus tard, les juges Falcone et Borsellino étaient tués à leur tour avec leurs protections rapprochées.

[4] D'ailleurs, les victimes institutionnelles de Cosa Nostra prennent le nom de cadavres «exquis».

[5] Code considéré d'«honneur» et qui démontre là toute l'équivoque du système mafieux, entretenue par la littérature et le mythe complaisant d'hommes respectables.

[6] «La mafia è un insieme di organizzazioni criminali, di cui la più importante ma non l'unica è Cosa Nostra, che agiscono all'interno di un vasto e ramificato contesto relazionale, configurando un sistema di violenza e di illegalità finalizzato all'accumulazione del capitale e all'acquisizione e gestione di posizioni di potere, che si avvale di un codice culturale e gode di un certo consenso sociale.»

[7] Le concept de «bourgeoisie mafieuse» n'est pas nouveau. Il fut défini par Franchetti dans le cadre de l'analyse de la nouvelle gauche au début des années soixante-dix, qui évoquait une classe moyenne laborieuse mais ayant pris langue avec la mafia.

[8] Au cours de la dernière décennie, le débat autour de l'image du «mafieux-entrepreneur», longtemps retenue centrale et à l'origine de la fonction productive de la mafia, s'est inversé, l'unanimité se portant désormais sur la thèse du mafieux «obstacle au développement».

[9] «Fra società locale e politico è il mafioso a mediare, fra mafioso e istituzioni dello Stato a mediare è il politico» in «La mafia e la sua storia – Radici locali e dimensione internazionale» de Paolo Pezzino

---

**Titre :** le Chef de bataillon Emmanuel de CONDÉ

**Auteur(s) :** le Chef de bataillon Emmanuel de CONDÉ

**Date de parution** 13/08/2018

---